



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2019-142

13/02/2019

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidatures : 07 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2^{ème} cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste de chargé(e) de mission évaluation, suivi et indicateur pour la gestion du milieu marin (catégorie A) (H/F) à Brest (29).
Date limite de candidature : 08 mars 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste d'adjoint(e) à la cheffe du département - (F/H) à Rambouillet (78).
Date limite de candidature : 25 février 2019.

- 1 poste de chargé(e) d'études et de développement « biodiversité et paléoécologie » (catégorie A) (F/H) à Rambouillet (78).
Date limite de candidature : 31 mars 2019.

- 1 poste d'ouvrier(ère) polyvalent(e) de domaine (F/H) (catégorie C)(F/H) à Rambouillet (78).
Date limite de candidature : 15 mars 2019.

Agence de service et de paiement :

- 1 poste de directeur de projet (catégorie A)(F/H) à Limoges (87)
Date limite de candidature : 21 février 2019

Centre National de la Propriété Forestière :

- 1 poste d'ingénieur forestier (H/F) à Paris (75) ou Orléans (45)
Date limite de candidature : 08 mars 2019.

Le Parc national des Cévennes :

- 1 poste de chargé de mission architecture et travaux (H/F) (catégorie A ou A+) (H/F) à Florac-Trois-Rivières (48).
Date limite de candidature : 21 mars 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir en CDI ou détachement sur contrat

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chargé de mission évaluation, suivi et indicateur pour la gestion du milieu marin (h/f)
Affectation :	Direction Appui aux Politiques et aux Acteurs/Département Milieu Marin/Service Connaissance, Evaluation et Surveillance du Milieu Marin
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service
Résidence administrative :	Brest (29)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Dans le cadre de ses missions d'appui aux politiques publiques, l'Agence intervient auprès du Ministère chargé de l'écologie pour la mise en œuvre de différentes politiques publiques, notamment les Directives européennes Stratégie pour le milieu marin (DCSMM), sur l'Eau (DCE), Habitats Faune Flore (DHFF) et Oiseaux (DO).

Description du poste :

Mission :

Le chargé de mission coordonnera, en lien avec le Ministère chargé de l'écologie, la surveillance du milieu marin (sur tous les thèmes) pour la mise en œuvre des politiques publiques et la gestion des espaces protégés. Il s'impliquera dans le renseignement et la mise à disposition d'un outil de capitalisation des indicateurs d'évaluation du milieu marin, à destination de tous les acteurs ayant la charge de l'évaluation et/ou de la surveillance.

Activités principales :

- Piloter la mise en œuvre opérationnelle des programmes de suivi du milieu marin, en réponse aux politiques publiques relatives à la protection du milieu marin, en particulier la DCSMM

- Etre la personne référente sur le sujet de la surveillance du milieu marin, en réponse aux sollicitations du Ministère en charge de l'écologie – piloter le « tableau de bord » des dispositifs de surveillance DCSMM, en promouvoir l'utilisation et initier ses évolutions ;
- Organiser la coordination des travaux des responsables de surveillance DCSMM par thématique, organiser des groupes de travail transversaux, proposer des modalités de travail en fonction des calendriers de mise en œuvre des différents volets de la directive ;
- En lien étroit avec les responsables de surveillance par thématique : veiller à la mutualisation des dispositifs de surveillance entre thèmes, veiller à la conformité de ces dispositifs aux besoins d'évaluation des indicateurs du milieu, veiller à l'opérationnalité des déploiements, organiser la présentation des dispositifs au comité de pilotage scientifique et technique pour validation. Organiser l'analyse des besoins d'adaptation des suivis existants pour répondre à la DCSMM dans une logique interdirectives et veiller, avec le département Recherche, développement et innovation, à la pertinence des travaux de R&D identifiés pour développer des stratégies de suivi et de développements technologiques ;
- Etre la personne référente des acteurs mobilisés dans la surveillance du milieu marin (Agences de l'eau, service déconcentrés de l'Etat, opérateurs) pour aborder les questions de financement de la surveillance ;
- Organiser les réflexions et l'action pour la mise en cohérence des stratégies de surveillance DCSMM/DCE/DHFF/DO et les conventions des mers régionales (OSPAR, Barcelone) ;
- Veiller à l'articulation des différents « volets » de la DCSMM, notamment afin de permettre à la surveillance de répondre aux besoins de l'évaluation de l'état écologique du milieu marin, des activités économiques et sociales, et des objectifs environnementaux ;
- Etre le/la référent(e) du département des systèmes d'information pour la prise en compte des besoins de la surveillance dans le développement du Système d'information pour le milieu marin (SIMM). Animer les réflexions pour le développement d'un outil de cartographie dynamique des dispositifs de surveillance ;
- Valoriser les développements des programmes de surveillance.

• Pour répondre aux besoins des gestionnaires d'espaces protégés et assurer la cohérence entre les démarches d'évaluation à l'échelle nationale et à l'échelle de ces espaces

- Contribuer au déploiement du catalogue d'indicateurs et à son renseignement, de façon qu'il devienne l'outil de référence permettant d'harmoniser les démarches de surveillance et d'évaluation du milieu marin à toutes les échelles.

Relations liées au poste

Relations internes :

Direction Appui aux Politiques et aux Acteurs (DAPA) ;
 Direction Recherche, Expertise et Données (DRED) ;
 Direction des Parcs et Aires Protégées (DPAP).

Relations externes :

- Direction Eau et Biodiversité du Ministère en charge de l'écologie ;
- Services déconcentrés de l'Etat, Agences de l'eau ;
- Gestionnaires d'espaces protégés ;
- Etablissements de recherche (Ifremer, CNRS, Universités, MNHN, etc.).

Profil recherché

- Doctorat en écologie marine, océanographie, ou formation équivalente ;
- Au moins 5 ans d'expérience en gestion de projets complexes pluridisciplinaires ;
- Bonnes connaissances des politiques publiques en matière de gestion et de protection de du milieu marin.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissances en écologie marine et fonctionnement des écosystèmes marins ;
- Connaissance en statistiques, méthodes d'analyse de données d'écologie, plans d'échantillonnage, indicateurs ;
- Connaissance des acteurs de la recherche en écologie marine en France ;
- Connaissance du fonctionnement des écosystèmes marins, de leur gestion et de leur protection ;
- Bonne maîtrise de la langue anglaise.

Savoir-faire opérationnel :

- Gérer des projets complexes et multi-acteurs ;
- Travailler en réseau ;
- Maîtriser les problématiques liées à la gestion et à la protection du milieu marin.

Savoir-être professionnel :

- Méthode, organisation, rigueur ;
- Capacité d'adaptation, ouverture au changement ;
- Capacité à susciter l'adhésion ;
- Sens de la pédagogie, de l'écoute et de la concertation ;
- Curiosité.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DMM/COORDNAT/CDI** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 08/03/2019

RECRUTE

Adjoint(e) à la Cheffe du département

La Direction des Affaires Financières est l'une des directions fonctionnelles de l'Établissement. Aujourd'hui constituée de 5 départements représentant une cinquantaine de personnes, elle est chargée de la gestion financière et budgétaire de l'Office mais assure aussi les fonctions d'achats, de gestion patrimoniale et de suivi des conventions multiples que l'établissement conclut avec ses nombreux partenaires.

Le Département Recettes et Partenariat apporte un conseil et une capacité d'expertise aux services sur l'ensemble des dossiers qui lui sont présentés qu'ils s'agissent de conventions de recettes ou de conventions de dépenses.

Le gouvernement a décidé de créer un nouvel établissement à compter du 1er janvier 2020, dénommé Office français de la biodiversité (OFB), qui reprend les missions de l'ONCFS et l'AFB, et sera constitué en agrégeant les équipes issues des deux établissements.

Aussi, l'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration du nouvel établissement.

Au sein du Département recettes et partenariat, l'Adjoint(e) apporte un appui à la cheffe du département, en sus de ses activités habituelles de gestionnaire sur l'ensemble du secteur pour la coordination du Département et fait fonction de référent sur les questions transversales et spécifiques du Département. L'Adjoint(e) à la Cheffe du département aide cette dernière à l'encadrement des personnels du Département.

Nature de l'emploi

Poste situé à Auffargis près de Rambouillet (78) - A pourvoir à compter du 15 avril 2019 - Temps plein - Catégorie B

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme de niveau III (Bac +2), type BTS en comptabilité, gestion est demandé.

Une expérience antérieure, notamment dans des fonctions d'aide à l'encadrement de personnels dans un service public est indispensable.

Connaissances juridiques et notions approfondies de droit en matière de contrat et convention de partenariat.

Connaissances des Ressources Humaines.

Maîtrise de la comptabilité publique et de la réglementation applicables au décret GBCP.

Maîtrise du management pour encadrer une équipe de 5 personnes.

Maîtrise des outils informatiques de base et connaissances approfondies des fonctionnalités des logiciels de gestion (COBRA, FDD, SIREPA).

Aptitude à faire preuve de capacité d'analyse et de synthèse.

Forte aptitude à fournir des éléments chiffrés dont statistiques administratives se rapportant à l'activité du département.

Capacité à alerter et à rendre compte.

Fortes capacités à gérer les priorités.

Aptitude à travailler en équipe et capacité à animer une équipe.

Qualités relationnelles, sens de la communication, grand sens de l'écoute, du dialogue et de la diplomatie.

Qualités rédactionnelles (excellente maîtrise des règles orthographiques et grammaticales).

Conditions particulières

Règles strictes de confidentialité à respecter

Activités principales

Contribuer au suivi des affaires générales du Département : Apporter son appui à la Cheffe du Département pour l'organisation du travail (secrétariat, gestion administrative des personnels y compris des entretiens professionnels) et son contrôle ainsi que dans l'archivage des données • Assurer ponctuellement l'intérim de la Cheffe du Département en son absence • Participer à l'organisation du service et à la rédaction de guides de procédures • Initier et mettre en œuvre de nouvelles procédures • Contribuer à la veille juridique et technique • Participer à la prise en charge des aspects logistiques du Département • Assister à la préparation de réunions et à l'organisation de formations • Assurer l'accueil et contribuer à la formation des agents du Département (nouveaux agents notamment).

Assurer la fonction de référent en matière de réglementation et de procédures de gestion (y compris informatique) applicable au Département • Etre l'interlocuteur privilégié auprès des partenaires internes et externes pour les questions qui lui sont déléguées au quotidien mais également représenter la Cheffe du Département en son absence.

Gérer des dossiers spécifiques (conventions de recettes et de dépenses) et apporter une expertise au sein du Département : Aider les services lors de l'élaboration des demandes de subvention et plus particulièrement les programmes LIFE et les réponses aux appels d'offres en lien avec le Département achats et approvisionnement • Assurer les suivis administratifs et financiers • Préparer les bilans financiers • Collaborer à la gestion des recrutements liés à l'activité du département en lien avec la DRH et participer au recrutement des agents du département • Valider les projets de conventions • Informer et conseiller les personnels et les encadrants.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,

Mme Isabelle Rivault, Cheffe du département recettes et partenariat, au 01.30.46.60.06 ou par courriel à isabelle.rivault@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 25 février 2019**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



L'unité petite faune sédentaire de
La Direction de la recherche et de l'expertise de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE



RECRUTE

Chargé(e) d'études et de développement « biodiversité et agroécologie » (F/H)

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE), une des deux directions opérationnelles de l'ONCFS, réalise les études, recherches et expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle coordonne les suivis patrimoniaux et assure le suivi sanitaire de la faune sauvage. Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats.

L'Unité petite faune sédentaire (UPFS) est en charge des travaux sur les différentes espèces de galliformes sédentaires et de lagomorphes présentes en France ainsi que d'espèces proches d'intérêt patrimonial.

L'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration du nouvel établissement dénommé Office français de la biodiversité (OFB), qui reprend les missions de l'ONCFS et l'AFB, et sera constitué en agrégeant les équipes issues des deux établissements.

Sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du chef de l'UPFS, et positionné pour partie au sein de la mission « agriculture – faune sauvage », le(la) chargé(e) d'études et de développement pilote et met en œuvre des projets de démonstration, de développement et de transfert pour améliorer la prise en compte de la biodiversité et de la faune sauvage dans les territoires agricoles. Il(elle) est plus particulièrement en charge des liens et partenariats avec les acteurs du développement et de l'enseignement agricole, notamment dans le cadre du programme Agrifaune et du plan d'action global pour l'agroécologie du Ministère en charge de l'agriculture.

Nature de l'emploi

Poste situé à Auffargis près de Rambouillet (78) – A pourvoir à compter du 1^{er} mai 2019 – Temps plein – Catégorie A

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme de niveau I (BAC + 5) dans l'une des spécialités suivantes : sciences de la vie ou de la terre, agronomie et agriculture, sciences et techniques communes ou sciences appliquées, est attendu.

Une expérience dans la gestion de partenariats et de projets multi-acteurs est souhaitée.

Compétences en communication, formation et animation attendues.

Bonnes connaissances en biologie de la petite faune sauvage, de plaine comme de montagne, et de l'avifaune en particulier (autres appréciées).

Connaissances des politiques publiques, des acteurs de l'agriculture et de l'environnement, nationaux ou régionaux et du monde cynégétique.

Connaissances en agriculture – techniques et humaines.

Technique de conduite de projet et d'ingénierie (suivi administratif, recherche de financement).

Connaissance des techniques de contractualisation et des dispositifs de financement et de partenariats extérieurs.

Notions de management public.

Capacité à concevoir et à suivre des projets et des programmes de développement, en lien avec la préservation de la biodiversité (suivi administratif, recherche de financements, gestion des fonds publics, gestion des partenariats, valorisation de données).

Aptitude à mobiliser la connaissance au service des agents, d'un réseau d'experts et de partenaires.

Capacité à faire preuve de pédagogie et à vulgariser l'information technique.

Bonnes capacités rédactionnelles (documents pour différents publics (publications techniques et scientifiques, plaquettes de vulgarisation, etc)).

Capacités à communiquer en interne et en externe (grande diversité d'acteurs), à travailler en équipe et en réseau et à représenter l'établissement.

Maîtrise de l'anglais écrit et oral.

Autonomie et réactivité.

Qualités relationnelles, sens du dialogue et de la concertation.

Qualités rédactionnelles, esprit d'analyse et de synthèse.

Conditions particulières

Déplacements réguliers sur l'ensemble du territoire.

Activités principales

Piloter des projets de démonstration et de valorisation de pratiques agricoles innovantes ou de systèmes de culture alternatifs en faveur de la biodiversité et de la faune sauvage, entre autres dans le cadre du programme Agri-faune (<http://www.agrifauune.fr>) • Participer activement à ces projets sur le terrain par la réalisation de suivis, la production de documents de vulgarisation et de supports de communication • Participer au suivi administratif et budgétaire de ces projets.

Piloter des projets de sensibilisation des agriculteurs et des apprenants de l'enseignement agricole à la biodiversité, notamment aviaire, dans le prolongement du Casdar Agribirds, en lien avec l'Observatoire Agricole de la Biodiversité.

Assurer la co-animation d'au moins un des cinq Groupes Techniques Nationaux d'Agri-faune.

Contribuer au partage des enjeux de l'agroécologie au sein de l'établissement notamment dans le cadre du réseau interne agriculture-faune sauvage associant les unités de la DRE, les délégations régionales, le pôle bocage.

Apporter sa contribution à des projets expérimentaux et de recherche mis en œuvre par l'UPFS, seule ou en partenariat avec d'autres unités de la DRE et d'autres organismes de recherche.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste.

M. Michel SALAS Chef de l'unité Petite Faune Sédentaire par courriel à michel.salas@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 31 mars 2019**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



La Gestion des domaines de la Direction générale de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE



RECRUTE

Ouvrier(ère) polyvalent(e) de domaine (F/H)

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site Internet : <http://www.oncfs.gouv.fr>

La gestion des domaines comprend actuellement un gestionnaire, un secrétariat, un chef de cultures, un responsable de l'élevage du Conservatoire, un garde particulier et quatre ouvriers. L'ensemble est placé sous l'autorité du Directeur Général.

Les missions sont, au conservatoire : la production d'oiseaux et mammifères de souche sauvage ; sur le domaine agricole : la production de cultures variées, favorables au gibier et pouvant servir de territoire de référence en terme d'aménagement.

La gestion des domaines organise les activités agricoles, cynégétiques et forestières sur les territoires de l'ONCFS ou dévolues à celui-ci.

L'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration du nouvel établissement dénommé Office français de la biodiversité (OFB), qui reprend les missions de l'ONCFS et l'AFB, et sera constitué en agréant les équipes issues des deux établissements.

L'ouvrier(ère) polyvalent(e) de domaine est basé(e) au Conservatoire de souche sauvage des Vindrins, sous le contrôle du responsable du conservatoire et sous le contrôle du chef de cultures hors période d'élevage et en cas de nécessité. Il(elle) assure l'entretien général et la maintenance des locaux (bâtiments et abords) et du site en fonction des spécificités paysagères de ce dernier, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Nature de l'emploi

Poste vacant, situé à Auffargis près de Rambouillet (78) à pourvoir dès que possible.

A pourvoir par un fonctionnaire par voie de mutation ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement – Temps plein – Catégorie C – Non Logé

Profil recherché

Une expérience d'une à deux années dans un élevage de gibier (faisans - perdrix) est souhaitée.

Une habilitation électrique est demandée.

Un diplôme en rapport avec l'environnement ou la faune sauvage afin d'obtenir un certificat de capacité est un plus.

Connaissances dans les domaines de l'entretien, la maintenance du bâtiment et de l'entretien des espaces verts.

Maîtrise de la conduite (tracteur) et de la manipulation d'engins agricoles (rotovator, broyeur, tondeuse, etc.) souhaitée.

Un brevet de secourisme au travail est un plus.

Connaissance des normes de sécurité et de risques professionnels liés au poste ainsi que la réglementation en matière d'hygiène et sécurité et les principes du développement durable.

Capacité à travailler en équipe.

Capacité à changer des fusibles et des relais d'incubateurs et éclosiers.

Forte capacité à travailler en extérieur et en station debout prolongée.

Aptitude à savoir interpréter le comportement des oiseaux (maladies) est un plus.

Aptitudes à utiliser du matériel tranchant et bruyant, à manipuler des produits toxiques.

Sens de l'écoute, autonomie et respect des consignes et des règles de sécurité et d'hygiène.

Activités principales

Assurer l'entretien général et la maintenance des locaux (bâtiments et abords) et du site en fonction de ses spécificités paysagères.

Assurer la préservation de la qualité des sites et garantir la prévention des risques.

Assurer la gestion et l'entretien des équipements.

Effectuer des activités supplémentaires spécifiques selon les règles d'hygiène, de sécurité, les normes environnementales et les impératifs de production : réaliser des petits travaux (maçonnerie, peinture, etc...) • Participer à l'agencement des locaux et du matériel (dont manutention) – Effectuer le fauchage et le désherbage des chemins • Fabriquer des dispositifs de capture ou de marquage d'animaux • Participer aux activités liées à la production et à l'entretien des animaux • Assurer la gestion du tri sélectif des déchets • Assurer l'entretien des locaux et des matériels • Réaliser des travaux culturels et divers aménagements.

Conditions particulières d'exercice

Effectuer des permanences le soir et le week-end et être disponible pour reprise d'oiseaux, en cas de besoin, le matin tôt ou le soir tard.

Supporter des horaires susceptibles de varier avec les saisons ou un rythme soutenu lors des pics de production.

Pénibilité physique : station debout prolongée et travail en extérieur pour l'entretien extérieur et la production.

Travail seul ou en équipe. Nombreux déplacements à l'intérieur ou à l'extérieur du lieu d'intervention.

Port de vêtements professionnels adaptés y compris équipements de protection individuelle.

Risques professionnels (utilisation matériel tranchant, bruyant, maniement de produits toxiques, exposition à la chaleur etc...).

Permis de conduire indispensable. Permis PL et super lourd très appréciés.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste

M. Eric DION, Gestionnaire des domaines, par téléphone au 01.30.46.60.41, ou par courriel à eric.dion@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 15 mars 2019** - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS)
2 rue du Maupas – 87000 LIMOGES

DIRECTEUR DE PROJET (H/F)

Dématérialisation des aides aux employeurs

N° du poste : 18632 Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP ASP : 1
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est chargée par différents ministères et collectivités, de la mise en place opérationnelle de leurs politiques publiques (20 milliards/an). L'ASP est ainsi chargée de concevoir et gérer de nombreuses aides publiques à destination des entreprises ou des particuliers.</p> <p>Les interventions de l'ASP dans la sphère des ministères sociaux portent sur une grande variabilité de dispositifs d'aide aux employeurs. Cette sphère met en jeu des dispositifs d'aide du ministère du travail (contrats aidés, aides à l'embauche, apprentissage, aides à l'insertion, activité partielle, ...) du ministère des affaires sociales (garantie travailleurs handicapés), ministère de la culture (5 aides à l'emploi). Ces dispositifs sont gérés dans un ensemble de processus et d'outils front et back office.</p> <p>Dans le cadre du programme gouvernemental Action publique 2022, l'ensemble de ces dispositifs doit être simplifié et dématérialisé en particulier par la réutilisation des données sociales nominatives et de toute autre donnée déjà collectée par la sphère publique comme par exemple, les données en provenance de l'alternance, de pôle emploi et des missions locales. La Direction de la sécurité sociale, DSI des ministères sociaux, GIP-MDS, CNAV et la DINSIC sont les interlocuteurs interministériels pour bénéficier de ces données. Ces dernières sont en outre utilisables dans le respect du nouveau règlement RGPD imposant la production d'AIPD (Analyse d'impact de la protection des données) pour chacun des nombreux projets.</p> <p>La substitution des données collectées auprès des employeurs par des données de l'Etat réutilisées ont des impacts importants dans les processus de gestion et de contrôle opérés par les sites de gestion de l'ASP nécessitant la conduite de chantiers d'adaptation de pratiques et l'accompagnement au changement en Directions régionales.</p> <p>Le pilotage général est assuré par la direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) de l'ASP en lien avec les ministères concernés. Pour assurer la coordination de l'ensemble et atteindre les objectifs AP 2022, le poste de directeur (trice) de projet dématérialisation des aides aux employeurs est créé, directement rattaché à la directrice de la DIREEPS et travaillera en lien étroit avec les directeurs adjoints.</p>
Objectifs du poste	<p>Le (la) titulaire aura pour principales missions :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le pilotage de l'expérimentation de substitution des données collectées auprès des employeurs par la DSN- La coordination des chantiers de simplification et de dématérialisation des aides à l'emploi intégrant la DSN et autres données de différentes sources. Le pilotage de la nouvelle aide unique à l'apprentissage est

	<p>le premier de ces projets. Cette mission comprend les aspects réglementaires, de gestion, des outils et de l'accompagnement du changement auprès des services métiers et des directions régionales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les relations régulières et transverses de l'ASP auprès des structures interministérielles actrice sur la DSN (DSS, GIP-MDS, CNAV, DSI ministères sociaux), y compris sur les aspects contractuels en lien avec le service de la Direeps en charge de la contractualisation. - La rédaction des AIPD en lien le DPO de l'ASP 	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Le (la) titulaire du poste sera chargé(e) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'organiser les travaux internes et externes à l'ASP. S'agissant de la mobilisation des ressources internes, il devra veiller à s'articuler avec les responsables hiérarchiques des équipes concernées et être un facilitateur - d'assurer les relations et coordination des acteurs (partenaires ministériels, prestataires de l'ASP, sites de l'ASP) - d'accompagner les services métiers et directions régionales - d'assurer un reporting partagé et régulier à la direction de la DIREEPS. Il devra en particulier alerter en cas de risque ou de dérive et proposer des solutions appropriées à chaque situation. - d'assurer la préparation des instances de pilotage à caractère stratégique internes à l'ASP et dans les instances externes - de veiller au respect des engagements conventionnels de l'ASP - d'appliquer la transparence et l'esprit collaboratif nécessaire à la réussite des travaux pour que l'ensemble des acteurs impliqués bénéficie d'une lisibilité d'ensemble partagée des chantiers. 	
Champ relationnel du poste	<p>En externe : DGEFP, DSS, GIP-MDS, CNAV, DGCS, DINSIC, prestataires, En interne : services de la DIREEPS, directions du secrétariat général, direction informatique, directions régionales</p>	
Compétences liées au poste	<p>Savoirs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances des politiques publiques et aptitudes à assimiler rapidement des réglementations et des procédures - Gestion et conduite de projets 	<p>Savoir-faire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Habilité dans la communication écrite et orale - Sens de l'argumentation et de la conviction - Capacités d'analyse et esprit de synthèse - Aptitude à fédérer autour d'un projet - Sens de la créativité et de la prise d'initiative - Aptitude à travailler en collaboration - Rigueur, autonomie, méthode et sens de l'organisation - Réactivité et adaptabilité, sens des responsabilités
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Madame Sophie CHAIZE-PINGAUD – Directrice de la DIREEPS – sophie.chaize-pingaud@asp-public.fr – 05 55 12 04 47 - Monsieur Philippe NAULEAU – Directeur adjoint de la DIREEPS – philippe.nauleau@asp-public.fr – 05 55 12 09 91 - Madame Sandrine REYNE – Directrice adjointe de la DIREEPS – sandrine.reyne@asp-public.fr – 05 55 12 01 45 <p><u>Pour des questions relatives à l'aspect administratif et général du poste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Nicolas Lebraud – DRH – Le Directeur des Ressources Humaines – nicolas.lebraud@asp-public.fr – 05 55 12 00 84 	


Olivier LACOMBE



Appel de candidature à un poste d'ingénieur au CNPF :

Ingénieur forestier

à pourvoir en détachement sur contrat ou CDI de droit public

EMPLOI PROPOSE

Poste d'ingénieur à pourvoir en détachement sur contrat ou CDI de droit public, catégorie T1, chargé de mission auprès de la directrice générale pour la valorisation des activités du CNPF

DESCRIPTION DU POSTE

Placé sous l'autorité de la directrice générale, le candidat sera en charge de la valorisation des activités du CNPF auprès de différents interlocuteurs. Il prendra en charge l'organisation et la rédaction de différentes notes de synthèse à la demande de la directrice ; il sera amené à représenter le CNPF dans différentes organisations et réunions nationales

Il sera particulièrement chargé des domaines suivants :

- Contrat d'objectif : préparation, participation à la rédaction, suivi, indicateurs
- Rapport d'activité annuel
- Animation du réseau de suivi des activités du CNPF (notamment indicateurs du contrat d'objectif) et chef de projet « suivi du temps passé par le personnel du CNPF aux différentes activités » (ces missions seront sous la responsabilité du directeur administratif et financier)
- * Réalisation d'études sur la forêt privée, les activités du CNPF, les documents de gestion durable...
- * Suivi de quelques dossiers particuliers (ex : La forêt s'invite à l'école)
- * Participation au réseau « économie, marchés du bois, bois énergie »,

Localisation du poste : Paris, 47 rue de Chaillot 75116 ou ORLEANS (antenne IDF, 13 avenue des Droits de l'homme)



PROFIL

Exigences :

- * Ingénieur forestier expérimenté
- * Minimum de 5/6 ans d'expérience

Compétences et qualités requises

- * Motivation pour la forêt privée et son développement,
- * Bonne compréhension des grands enjeux de la forêt : documents de gestion durable, mobilisation de la ressource, regroupement de la gestion, environnement, acceptation sociale de l'exploitation forestière, formation et information des propriétaires, forêt privée et territoires...
- * Très bonne connaissance des mécanismes de négociations des textes réglementaires et des plans d'actions ministériels
- * Connaissances et intérêt pour les marchés du bois
- * Très bonnes qualités rédactionnelles démontrées de documents destinés à l'administration
- * Qualités relationnelles en interne (animation de réseau notamment) et externe (capacité démontrée à travailler efficacement avec de nombreux acteurs)
- * Autonomie, esprit d'initiative
- * Réactivité, disponibilité

SITUATION ADMINISTRATIVE

Contrat à durée indéterminé de droit public catégorie T1 ou détachement sur contrat

PERSONNE A CONTACTER

Claire HUBERT, directrice générale, mel claire.hubert@cnpf.fr

Tél. : s'adresser à Hélène SANTER au 01 47 20 19 01 ou Sophie Manresa 01 47 20 19 00

La prise de poste est prévue le **1^{er} juin 2019**

Les candidats devront faire parvenir au siège du CNPF une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé sur la boîte mel helene.santer@cnpf.fr (copie à claire.hubert@cnpf.fr, marianne.alleaume@cnpf.fr, pascal.dubois@cnpf.fr, gilles.brouillet@cnpf.fr) au plus tard le 8 mars 2019.

Fiche de poste
Chargé de mission *Architecture et Travaux*
au sein du service *Développement durable*

Statut

Poste à plein temps ou à temps partiel (minimum 80 %), **vacant à compter du 1^{er} janvier 2020.**

Ouvert uniquement aux fonctionnaires et CDI de catégorie A ou A+ de la fonction publique d'Etat ou territoriale, par voie de détachement ou de mutation.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 3 000 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 118 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 109 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, ont valu successivement à ce territoire un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère associant conservation et développement, en Bien inscrit au Patrimoine mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants, et tout récemment en Réserve internationale de ciel étoilé, devenant ainsi la plus grande d'Europe.

L'établissement public du Parc national des Cévennes a élaboré avec ses partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui définit un projet de territoire à 15 ans pour faire vivre ce quadruple classement.

Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et veille du territoire / Développement durable / Accueil et sensibilisation. Il compte 75,5 postes (en équivalent temps plein) au 31 décembre 2018.

Il est présent à Florac-Trois-Rivières avec son siège et sur 5 massifs : Aigoual, Causses-Gorges, Mont-Lozère, Piémont cévenol et Vallées cévenoles.

Le poste de **chargé de mission *Architecture et Travaux*** est à pourvoir au sein du pôle *Architecture-Urbanisme-Paysage* du service *Développement durable*. Il est placé sous l'autorité hiérarchique du responsable du pôle, en lien avec le responsable du service.

Le poste est basé au siège de l'établissement, à **Florac-Trois-Rivières (48) mais ses missions portent sur l'ensemble du territoire du Parc national, et plus particulièrement sur le cœur.**

Le service ***Développement durable*** est chargé notamment de :

- la politique en matière d'eau,
- la politique en matière de chasse, de pêche et de cueillette,
- la politique agri-environnementale, notamment l'agropastoralisme (Pôle Agri-environnement),
- la politique forestière du parc (Pôle Forêt),
- la politique architecturale du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- la politique en matière d'urbanisme et d'aménagement (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- la politique de préservation des paysages (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),

- les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- l’instruction et le suivi des demandes d’autorisation dans tous ces domaines.

Le **pôle Architecture-Urbanisme-Paysage** est chargé de :

- la définition et la mise en œuvre de la politique architecturale en cœur de parc,
- la mise en œuvre d'actions en faveur des paysages (connaissance, sensibilisation, études et accompagnement technique),
- l'accompagnement des collectivités en matière d'urbanisme. Il gère également les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc.

Il rassemble, au-delà du chargé de mission *Architecture et Travaux*, un chargé de mission *Urbanisme et Paysage* (responsable du pôle), un technicien *Bâti* et un technicien *Travaux publics*.

Missions liées au poste

1. Accompagnement technique et instruction des travaux en cœur du Parc national

- analyse des projets, suivi technique et administratif avec les habitants, les services concernés de l'établissement et les services de l'Etat,
- rédaction des arrêtés et avis conformes à la signature de la directrice de l'établissement,
- surveillance des délais, rédaction des synthèses des avis des services pour les référents du conseil scientifique du Parc,
- suivi des travaux et éventuellement des démarches de police administrative.

Cette mission est réalisée principalement pour les demandes de permis de construire. Néanmoins, la personne sera amenée à appuyer ses collègues techniciens du pôle (prise en charge de certains dossiers, conseils, appui technique, visites de terrain communes...).

Deux domaines complémentaires mais différents sont concernés :

- l’architecture et le bâti : relevant en grande partie de l’administration du droit des sols (ADS) des codes de l’urbanisme et de la construction et de l’environnement,
- les infrastructures (travaux publics) : routes et chemins, adductions d’eau potable, réseaux secs de téléphonies et d’électricité...

2. Expertise technique et méthodologique pour les travaux internes et l'évolution de l'architecture dans le Parc national

L'établissement souhaite mettre en œuvre une réflexion sur l'évolution du bâti, dans le cadre de l'architecture contemporaine et la transition énergétique. En outre, il doit organiser la rénovation de certains bâtiments dont il est propriétaire.

- participation et préparation des travaux du groupe de travail dédié,
- aide technique à la chargée de mission *Transition énergétique* sur la question des bâtiments,
- travail de réseau sur les projets innovants, les réflexions et techniques (UDAP, ENSAM, artisans...),
- suivi des grands programmes de travaux de l'établissement, expertise et production de documents sur les chantiers internes d'envergure.

3. Assistance technique et financière aux porteurs de projet et aux collectivités

L'établissement appuie et conseille les porteurs de projets en matière de mise en valeur de patrimoine vernaculaire, de rénovation de bâti ancien et de mise en œuvre de projets innovants ou exemplaires.

- conseil et appui aux porteurs de projet,
- instruction des demandes, calcul des aides et rédaction des documents nécessaires,
- préparation des décisions des instances de l'établissement, en lien avec le responsable du pôle,
- conseil aux collectivités et associations en matière d’urbanisme, d’architecture, de constructions, d’animations de filière...

Pour mener à bien ses missions :

- il/elle participe aux réunions du pôle et en tant que de besoin, à celles du service et des massifs animées par les délégués territoriaux (1 à 2 tous les mois par massif),
- il/elle travaille en étroite collaboration avec les agents des massifs et veille à la bonne circulation des informations,
- il/elle veille à assurer un contact régulier avec les habitants et les partenaires sur ses projets.

Il/elle participe activement à la vie de l'établissement et à la qualification de ses démarches, de ses projets.

Il/elle peut être amené(e) à participer à :

- des programmes d'acquisition de données,
- des animations pédagogiques,
- des actions menées par le parc dans d'autres domaines que l'aménagement et les travaux,
- aider à recruter un stagiaire ou un collègue.

Poste avec une **composante forte de terrain, d'autonomie, de capacité décisionnelle, de conception spatiale et technique, de suivi de chantier.**

Pour toutes ces activités, il/elle peut être amené(e) à encadrer des stagiaires.

Les missions pourront être amenées à évoluer en fonction de l'organisation du service et de l'établissement.

Compétences

- Connaissance du droit de l'urbanisme et de l'administration du droit des sols,
- Bonnes connaissances de l'architecture traditionnelle rurale et de la construction en général,
- Expérience concrète de chantiers et de gestion d'équipes de travaux,
- Capacité à gérer, suivre et coordonner des projets complexes,
- Maîtrise du dessin, de la conception architecturale,
- Bonnes connaissances du monde rural
- Goût du contact et aisance relationnelle, capacité de communication, de négociation et d'animation,
- Bonnes capacités rédactionnelles,
- Aptitude au travail en équipe,
- Sens de l'organisation, esprit d'initiative et créativité,
- Compétences indispensables en saisie et en utilisation de données SIG,
- Maîtrise des logiciels informatiques courants de bureautique.

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation

- Architecte DPLG ou équivalent, avec ou sans la licence d'exercice,
- Expérience professionnelle confirmée
- Permis de conduire B.

Modalités administratives

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae, des exemples de réalisation ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **pour le jeudi 21 mars 2019 au plus tard.**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC-TROIS-RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.

La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner **le mardi 2 avril 2019**. Pour ces auditions, la direction sera accompagnée des personnes mentionnées ci-dessous et de la secrétaire générale.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire s'adresser à :

M. Eric DESSOLIERS, responsable du pôle *Architecture, urbanisme et paysage*
04.66.49.53.63
eric.dessoliers@cevennes-parcnational.fr

ou M. Danny LAYBOURNE, chef du service *Développement durable*
04.66.49.53.69
danny.laybourne@cevennes-parcnational.fr